

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

24 MARS 1994

PROPOSITION DE RESOLUTION

relative à la situation des droits
de l'homme au Guatemala

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTERIEURES (1)

PAR M. VAN PEEL

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de résolution a été examinée par la Commission lors de ses réunions des 15 février et 16 mars 1994.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Nothomb.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Cauwenberghs, Eyskens, Sarens, Taylor, Van Peel.
P.S. MM. Coëme, Collart, Harmegnies (Y.), Mme Lizin.
V.L.D. MM. Beysen, Cortois, Kempinaire, Mme Neyts-Uyttebroeck.
S.P. MM. De Bremaeker, Van der Maelen, Van der Sande.
P.R.L. MM. Damseaux, Gol.
P.S.C. MM. Gehlen, Nothomb.
Ecolo/ Agalev VI. M. Van Overmeire.
Blok

B. — Suppléants :

MM. De Clerck, De Keersmaeker, Dupré, Ghesquièrre, Tant, N.
MM. Burgeon (W.), Féaux, Gilles, Harmegnies (M.), Mayeur.
MM. Chevalier, Dewael, Ramoudt, Taelman, Verhofstadt.
MM. De Mol, Hostekint, Peeters (J.), Sleenckx.
MM. De Decker, Duquesne, Kubla.
MM. Beaufays, Grimberghs, Thissen.
MM. Morael, Van Dienderen, Viseur.
MM. Van Hauthem, Van Nieuwenhuysen.

Voir :

- 793 - 92 / 93 :

- N° 1 : Proposition de résolution de MM. Van Dienderen et Bossuyt.
- N° 2 et 3 : Amendements.

Voir aussi :

- N° 5 : Texte adopté par la Commission.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

24 MAART 1994

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

betreffende de situatie van de
mensenrechten in Guatemala

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER VAN PEEL

DAMES EN HEREN,

De Commissie heeft dit voorstel van resolutie besproken tijdens haar vergaderingen van 15 februari en 16 maart 1994.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Nothomb.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Cauwenberghs, Eyskens, Sarens, Taylor, Van Peel.
P.S. HH. Coëme, Collart, Harmegnies (Y.), Mevr. Lizin.
V.L.D. HH. Beysen, Cortois, Kempinaire, Mevr. Neyts-Uyttebroeck.
S.P. HH. De Bremaeker, Van der Maelen, Van der Sande.
P.R.L. HH. Damseaux, Gol.
P.S.C. HH. Gehlen, Nothomb.
Ecolo/ Agalev VI. Mevr. Aelvoet, H. Winkel.
Blok H. Van Overmeire.

B. — Plaatsvervangers :

HH. De Clerck, De Keersmaeker, Dupré, Ghesquièrre, Tant, N.
HH. Burgeon (W.), Féaux, Gilles, Harmegnies (M.), Mayeur.
HH. Chevalier, Dewael, Ramoudt, Taelman, Verhofstadt.
HH. De Mol, Hostekint, Peeters (J.), Sleenckx.
HH. De Decker, Duquesne, Kubla.
HH. Beaufays, Grimberghs, Thissen.
HH. Morael, Van Dienderen, Viseur.
HH. Van Hauthem, Van Nieuwenhuysen.

Zie :

- 793 - 92 / 93 :

- N° 1 : Voorstel van resolutie van de heren Van Dienderen en Bossuyt.
- N° 2 en 3 : Amendementen.

Zie ook :

- N° 5 : Tekst aangenomen door de Commissie.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

A l'issue de la première réunion, sur la proposition de *Mme Neyts-Uyttebroeck*, la Commission a décidé d'entendre *M. Riedel Telge*, ambassadeur du Guatemala à Bruxelles.

Cet entretien a eu lieu le 15 mars suivant.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF

M. Van Dienderen, coauteur de la résolution, attire l'attention sur un certain nombre de données rendues disponibles depuis le dépôt de la proposition : un second rapport sur les violations des droits de l'homme au Guatemala a été soumis à la Commission des droits de l'homme de l'ONU; une délégation néerlandaise a également fait rapport; enfin, Amnesty International a publié de nouvelles données.

Le rapport néerlandais est très critique à propos du manque de volonté, de la part des autorités guatémaltèques, d'introduire une réforme en matière de répartition des terres. Or, il s'agit là d'une question cruciale.

Le rapport néerlandais suggère par ailleurs que l'ambassadeur de ce pays ne se limite pas à une action préventive sur le plan du respect des droits de l'homme mais qu'il aide activement les victimes d'exactions.

L'intervenant estime qu'il devrait être demandé à l'ambassadeur de Belgique d'adopter une position semblable.

Enfin, les nouvelles données rendues disponibles par Amnesty International confirment la permanence des faits déjà dénoncés dans le rapport de *M. Tomuschat* à la Commission des droits de l'homme de l'ONU : malgré l'arrivée au pouvoir de gouvernements civils élus, les méthodes violentes demeurent, les escadrons de la mort continuent leur action et les menaces et les manœuvres d'intimidation semblent même être encore plus nombreuses qu'auparavant.

Certes, le Président actuel, qui a été procureur des droits de l'homme, a donné la preuve de son attachement au respect de ceux-ci. Il n'arrive cependant pas à faire voter une législation qui permettrait d'enquêter sur les disparitions.

II. — DISCUSSION

Lors de l'entretien que la Commission a eu avec *M. Riedel Telge*, ambassadeur du Guatemala, ce dernier, après avoir fait l'historique de l'évolution récente du Guatemala, a insisté sur les efforts entrepris par le gouvernement de ce pays en matière de respect des droits de l'homme et de démocratisation : à la désignation d'un procureur des droits de l'homme (disposant d'un budget), à la création d'une Cour constitutionnelle et d'un tribunal électoral suprême

Na afloop van de eerste vergadering heeft de Commissie, op voorstel van *mevrouw Neyts-Uyttebroeck*, besloten om *de heer Riedel Telge*, ambassadeur van Guatemala in België, te horen.

Dat onderhoud had vervolgens op 15 maart 1994 plaats.

I. — INLEIDING

De heer Van Dienderen, mede-indiener van de resolutie, vestigt de aandacht op een aantal gegevens waarover men pas na het indienen van het voorstel van resolutie kon beschikken. Bij de Mensenrechtencommissie van de VN werd een tweede rapport over de schending van de mensenrechten ingediend; ook een Nederlandse delegatie heeft verslag uitgebracht en tot slot heeft Amnesty International nieuwe gegevens bekendgemaakt.

Het Nederlandse rapport is zeer kritisch in verband met de onwil van de Guatemalteekse overheid om werk te maken van de herverdeling van de landbouwgronden, ofschoon dat aspect van fundamenteel belang is.

Voorts wil dat rapport dat de Nederlandse ambassadeur niet alleen preventief zou optreden om de mensenrechten te doen naleven; hij zou ook actief bijstand moeten verlenen aan de slachtoffers van de gewelddaden.

Volgens spreker behoort de Belgische ambassadeur verzocht te worden een soortgelijke gedragslijn aan te nemen.

Ter afronding bevestigen de nieuwe door Amnesty International gepubliceerde gegevens dat de feiten die *de heer Tomuschat* in zijn rapport aan de Mensenrechtencommissie van de VN al had aangeklaagd, gewoon blijven doorgaan. Ofschoon verkozen civiele regeringen aan de macht zijn gekomen, worden nog altijd gewelddadige methodes gehanteerd en blijven de doodseskaders functioneren. De bedreigingen en de intimidaties lijken in vergelijking met vroeger zelfs te zijn toegenomen.

De huidige president, die procureur voor de mensenrechten is geweest, heeft wel bewezen veel waarde aan de eerbiediging van de mensenrechten te hechten. Desondanks slaagt hij er niet in om een wet door te drukken die een onderzoek naar de vermisten mogelijk moet maken.

II. — BESPREKING

De Commissie heeft een onderhoud gehad met *de heer Riedel Telge*, ambassadeur van Guatemala, die eerst een overzicht gaf van de recente ontwikkelingen in dat land. Vervolgens legde hij de nadruk op de inspanningen van de regering inzake de eerbiediging van de mensenrechten en de democratisering : er werd immers een procureur voor de mensenrechten aangewezen (met een eigen begroting), er kwam een grondwettelijk hof en een opperste rechtbank voor

et à la rédaction d'une nouvelle Constitution, sont venus s'ajouter, après que la société civile eut pacifiquement mis fin à la tentative de coup d'Etat militaire du 25 mai 1993 et que M. De León Carpio, l'ancien procureur des droits de l'homme, eut accédé à la Présidence, des efforts pour former une police dorénavant contrôlée par le pouvoir civil et pour développer le pouvoir judiciaire et le rendre plus accessible au citoyen.

M. Riedel Telge a par ailleurs souligné les difficultés auxquelles est confrontée l'économie guatémaltèque — vu les bas prix payés pour les matières premières qui constituent l'essentiel des exportations — et l'extrême pauvreté de larges couches de la population. Il a fait mention des divers fonds créés pour œuvrer sur le plan agraire et social.

Il a également évoqué le rôle de l'armée et les rapports entre celle-ci et le pouvoir civil. A propos des PAC (les comités volontaires de défense civile), il a indiqué que le gouvernement guatémaltèque entend les contrôler davantage, mais que ces organismes ne seront pas démantelés avant que ne prenne fin le conflit armé avec la guérilla.

Il a par ailleurs émis des critiques sur le peu d'efficacité de l'action de certaines des ONG opérant au Guatemala et a estimé qu'au moins deux d'entre elles faisait en fait œuvre de déstabilisation.

Enfin, M. Riedel Telge a répondu à des questions portant sur des cas spécifiques de violations des droits de l'homme.

En conclusion, il a estimé qu'une bonne part des atteintes aux droits de l'homme disparaîtraient si un accord de paix pouvait être conclu entre le gouvernement et la guérilla.

*
* *

Lors de la dernière réunion consacrée à l'examen de la proposition, au lendemain de l'audition mentionnée ci-avant, un amendement (n° 2) est déposé par *Mme Neyts-Uyttebroeck et M. Van Dienderen* (voir Doc. n° 793/3).

Mme Neyts-Uyttebroeck déclare que la proposition d'ajouter un nouveau considérant tend à prendre en compte les efforts consentis par les autorités civiles guatémaltèques pour faire accepter et mettre en pratique les principes d'un Etat de droit démocratique. L'intervenante souligne qu'il s'agit là d'un processus difficile et qu'il convient d'être conscient de cette difficulté.

La deuxième modification proposée vise à nuancer la référence aux violations des droits de l'homme qui se produisent au Guatemala, tout en exprimant clairement l'inquiétude de la Chambre devant la gravité persistante de ces violations.

M. Van Dienderen, coauteur de l'amendement, souligne également son désir de prendre en considé-

verkiezingsaangelegenheden en een nieuwe Grondwet. Voordien was de burgergemeenschap er al in geslaagd de militaire coup van 25 mei 1993 op vreedzame manier te verijdelen, was León Carpio, voormalig procureur voor de mensenrechten, president geworden en werd geprobeerd de politie onder het toezicht van de civiele autoriteiten te plaatsen, een rechterlijke macht op te richten en voor de burger de toegang tot dat apparaat te vergemakkelijken.

De heer Riedel Telge wees bovendien nog op de problemen van de Guatemalteekse economie, als gevolg van de lage prijzen voor de grondstoffen — 's lands belangrijkste exportprodukten — en van de extreme armoede van grote lagen van de bevolking. Hij vermeldde daarbij diverse fondsen die werden opgericht ten gunste van de landbouw en voor het lenigen van sociale nood.

Ook lichtte hij de rol van het leger en de relatie tussen leger en civiele autoriteiten toe. Wat de gewapende burgerwachten (PAC) betreft, deelde hij mee dat de Guatemalteekse regering ze onder scherper toezicht wil plaatsen. Zij worden evenwel pas ontmanteld als het gewapend conflict met de guerrilla is beëindigd.

Ook uitte hij kritiek op de weinig doeltreffende werking van bepaalde NGO's die in Guatemala actief zijn. Minstens twee daarvan dragen volgens hem bij tot de destabilisering van het land.

Ten slotte beantwoordde de heer Riedel Telge vragen met betrekking tot specifieke gevallen van schendingen van de mensenrechten.

Tot besluit oordeelde hij dat de mensenrechten al veel minder vaak geschonden zouden worden als regering en guerrilla erin zouden slagen vrede te sluiten.

*
* *

Tijdens de laatste vergadering, die aan de bespreking van het voorstel was gewijd en plaatsvond de dag na voornoemde hoorzitting, dienen *mevrouw Neyts-Uyttebroeck en de heer Van Dienderen* een amendement in (n° 2 — Stuk n° 793/3).

Mevrouw Neyts-Uyttebroeck verklaart dat het voorstel om een nieuwe considerans aan de resolutie toe te voegen, ertoe strekt rekening te houden met de inspanningen van de Guatemalteekse civiele autoriteiten om de beginselen van een democratische rechtsstaat ingang te doen vinden en in de praktijk te brengen. Spreekster wijst erop dat dit een moeizaam proces is en dat daarmee rekening dient te worden gehouden.

De tweede wijziging wil de verwijzing naar de schendingen van de mensenrechten in Guatemala wat afzwakken, hoewel ook in de nieuwe tekst duidelijk moet blijken dat de Kamer bezorgd is over de ernst van die voortdurende schendingen.

De heer Van Dienderen wijst er als mede-indiener van het amendement op dat hij wenst dat rekening

ration les efforts entrepris par les forces démocratiques du Guatemala et la difficulté de la position de celles-ci. Il regrette que, sur le terrain, ces efforts n'aient encore guère eu d'effets.

Plus particulièrement, il déplore que les structures responsables des atteintes aux droits de l'homme — comme les escadrons de la mort — n'aient pas encore pu être démantelées. De même, les PAC, dont tant le rapport Tomuschat que le rapport Pinto ont réclamé la suppression, sont maintenues en place.

Il souligne dès lors la nécessité de faire preuve de vigilance face à l'évolution de la situation au Guatemala.

III. — VOTES

Les amendements n^{os} 1 (M. Van Dienderen) et 2 (Mme Neyts-Uyttebroeck et M. Van Dienderen) sont adoptés successivement à l'unanimité.

La proposition de résolution ainsi amendée est également adoptée à l'unanimité.

Le Rapporteur,

M. VAN PEEL

Le Président a.i.,

M. EYSKENS

wordt gehouden met de inspanningen van de democratische beweging in Guatemala, alsook met de moeilijke positie die ze inneemt. Hij betreurt dat haar inspanningen in de praktijk evenwel nauwelijks effect lijken te sorteren.

Hij vindt het vooral jammer dat de structuren die verantwoordelijk zijn voor de schendingen van de mensenrechten — zoals de doodseskaders — nog niet werden ontmanteld. Dat geldt ook voor de nog altijd actieve patrouilles van de gewapende burgerwacht (PAC), die zowel volgens het rapport-Tomuschat als volgens het rapport-Pinto zouden moeten worden afgeschaft.

De verdere ontwikkelingen in Guatemala dienen dan ook met de nodige waakzaamheid te worden gevolgd.

III. — STEMMINGEN

De amendementen n^{rs} 1 (de heer Van Dienderen) en 2 (mevrouw Neyts-Uyttebroeck en de heer Van Dienderen) worden achtereenvolgens eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde voorstel van resolutie wordt eveneens eenparig aangenomen.

De Rapporteur,

M. VAN PEEL

De Voorzitter a.i.,

M. EYSKENS